



Crise agricole : l'absence de boussole

La colère des agriculteurs et des agricultrices a des facteurs multiples. Sa traduction par des attaques contre les services de l'État chargés des services publics de l'agriculture et de l'environnement est inacceptable. SUD Rural Territoires continue de réclamer un réel soutien de la part du gouvernement envers les agent·e·s et administrations prises pour cible.

La crise actuelle est également le symptôme de l'absence de boussole dans les politiques publiques agricoles et environnementales. D'un côté, l'État fixe des contraintes bien réelles à l'agriculture intensive. Celles-ci ont pour objet de faire évoluer les pratiques agricoles et de préserver un environnement plus sain, pour les producteurs comme pour les consommateurs, et d'éviter des conséquences irréversibles sur le climat et la biodiversité.

De l'autre, l'État dérégule massivement : la loi Duplomb, la loi "Industrie Verte" ou la loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement ne sont que les derniers avatars de l'affaiblissement du droit environnemental et de la capacité de l'État à agir. (Dans nos services, elles réduisent toujours plus les délais pour effectuer nos missions, sans mettre les moyens à côté. Bien au contraire, nos Ministères perdent toujours plus d'emplois.

De plus, le personnel politique continue de s'en prendre aux symboles de la protection de l'environnement en dénonçant l'administration "trop tatillonne" ou les militant·e·s "écoterroristes"... au point de vouloir mettre l'OFB, qui exerce des missions de police judiciaire, sous la tutelle des préfets, et de vouloir amputer son budget.

Enfin, la non publication de la stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat, jugée trop favorable à l'environnement et pas assez à l'agriculture intensive, est le symbole d'un monde politique qui marche sur la tête.

SUD Rural Territoires exige :

- la protection des agent·e·s par les ministères et les préfets ;
- des moyens pour les services publics de l'agriculture et de l'environnement ;
- la construction d'une véritable politique agricole qui permette de nourrir la population, de rémunérer correctement les producteurs tout en préservant l'environnement.

Nous invitons tou·te·s les agent·e·s de nos ministères à nous contacter en cas de difficultés, et pour nous faire part des attaques dont ils et elles font l'objet.